



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 27**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5**

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## du 9 février 2026

**M\_DL260209\_015**

### EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - FRAIS DE SCOLARITÉ - PRÉSENTATION DES COUTS ET APPLICATION DU PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2025-2026

**Madame Fabienne MALANDAIN, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire** – La scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence est soumise à un mécanisme de répartition des frais de scolarisation entre la commune d'accueil et la commune de résidence.

Les articles L.212-8 et R. 212-21 à 23 du code de l'éducation déterminent les cas dans lesquels la commune de résidence d'un élève est tenue de participer aux dépenses afférentes à sa scolarisation dans une école maternelle ou élémentaire publique d'une autre commune.

La participation de la commune de résidence est obligatoire lorsque :

- la commune de résidence ne dispose pas d'une école publique ;
  - la commune de résidence dispose d'une école publique mais que la capacité n'est pas suffisante ;
  - le maire de la commune de résidence donne son accord pour scolariser un élève hors de sa commune ;
  - l'inscription d'un élève en dehors de sa commune de résidence est justifiée par l'une des contraintes suivantes :
- des obligations professionnelles des parents dont la commune de résidence n'assure pas de service périscolaire (restauration scolaire et accueil) ;
  - un état de santé de l'enfant nécessitant des soins dans la commune d'accueil ;
  - un frère ou une sœur inscrit(e) la même année scolaire dans une école publique de la commune d'accueil.

Pour l'année scolaire 2025-2026, la Ville de Montivilliers compte 49 enfants scolarisés dans des communes extérieures, 23 en maternelle et 26 en élémentaire, 41 enfants domiciliés dans d'autres communes sont scolarisés à Montivilliers, 19 en maternelle et 22 en élémentaire.

Pour les communes extérieures qui scolarisent des enfants à Montivilliers sans accueillir des enfants montivillonnais, le tarif appliqué est fixé à 615,00 € par élève.

En cas de réciprocité, les règles applicables pour déterminer la participation financière entre deux collectivités sont définies selon les principes suivants :

1. Si la délibération de la collectivité extérieure fixe un montant inférieur à 615,00 €, c'est ce tarif qui s'applique.
2. Dans le cas où ce montant excède 615,00 €, la participation retenue est alors celle définie par la ville de Montivilliers.

Ces dispositions permettent d'assurer une répartition équitable et transparente des coûts entre les parties.

Pour l'année scolaire 2025 – 2026 la dépense prévisionnelle est de 30 135,00 € pour ce qui doit être remboursé aux autres communes. La recette prévisionnelle est quant à elle de 25 215,00 €.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Code de l'Éducation et notamment son article L. 212-8 ;  
VU la loi 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales  
VU le budget primitif de l'exercice 2026 ;  
VU le calcul des dépenses et recettes de l'année scolaire 2025 - 2026 ;

## CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 212-8 du code de l'éducation, la ville de Montivilliers est tenue de participer aux frais de scolarité des enfants domiciliés à Montivilliers inscrits dans les écoles publiques d'autres communes ;
- Que pour l'année scolaire 2025-2026, la Ville de Montivilliers compte 49 enfants scolarisés dans des communes extérieures, 23 en maternelle et 26 en élémentaire, 41 enfants domiciliés dans d'autres communes sont scolarisés à Montivilliers, 19 en maternelle et 22 en élémentaire ;
- Que cette mesure revêt un caractère de réciprocité : ainsi, la ville de Montivilliers demande aux communes dont les enfants sont scolarisés à Montivilliers de participer également aux frais de fonctionnement ;
- Qu'en application du principe de réciprocité, lorsque la délibération de la collectivité extérieure établit un montant de participation inférieur à 615,00 euros, ce dernier s'impose comme référence. A l'inverse, si le montant fixé excède 615,00 euros, la participation retenue sera celle définie par la délibération municipale de la ville de Montivilliers.

Sa commission municipale n°1 Vie éducative réunie le 30 janvier 2026 consultée ;

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à engager les procédures administratives et financières nécessaires ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à fixer la participation des autres communes aux frais de scolarité à 615,00 € par élève scolarisé à Montivilliers pour l'année scolaire 2025-2026 ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à régler le paiement des frais de scolarité des Montivillons scolarisés dans les communes extérieures et dont les dérogations auront été accordées par la ville, selon les modalités prévues par la présente délibération.

### Imputation budgétaire

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 14 145 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

Nature et intitulé : 6558 : Autres contributions obligatoires

Montant estimé de la dépense : 15 990 €

Sous-fonction et rubriques : 211 : Écoles maternelles

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Montant estimé de la recette : 11 685 €

Sous-fonction et rubriques : 212 : Écoles élémentaires

Nature et intitulé : 74741 : Participation des communes

Montant estimé de la recette : 13 530 €

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

